

EST-ON SORTI DE LA PHASE COLONIALE EN MEDITERRANEE ?

La question posée est celle de savoir si nous sommes sortis de la phase postcoloniale et sinon, comment se manifestent les effets actuels de la phase de la colonisation/décolonisation en Méditerranée ? Mon hypothèse est que ces effets sont multiformes, profonds et durables.

1. Albert Camus/Jean Amrouche/Kamel DAOUD/

Mon point de départ consiste à comparer les itinéraires de trois écrivains d'origine algérienne.

- a. Albert Camus est d'origine française, né en 1913 dans une famille très pauvre à Mondovi, près d'Annaba, athée mais hanté par la religion chrétienne, communiste dans sa jeunesse, connu pour des enquêtes sur la misère en Kabylie avant d'être consacré internationalement par un prix Nobel pour son œuvre littéraire fait de romans, d'essais, d'articles de revue et de journaux.
- b. Jean Amrouche, né en 1900, est algérien, kabyle, catholique ce qui le place dans une position d'étranger en Algérie et en France. Normalien, poète, essayiste, journaliste, il invente le genre d'émissions littéraires en dialoguant avec les plus grands écrivains de l'époque : Claudel, Mauriac, Sartre, Merleau-Ponty... Il est limogé de la radiodiffusion nationale par Michel Debré en 1957 à cause de ses prises de position sur la guerre d'Algérie. Partisan de l'Indépendance, mais suspect aux yeux de beaucoup d'Algériens, il joue néanmoins un rôle décisif d'intermédiaire dans les négociations qui mettent fin au conflit. Il meurt quelques semaines avant la signature des accords d'Évian.
- c. Kamel Daoud est d'une autre génération. Algérien, né près de Mostaganem en 1970, donc après l'Indépendance, journaliste, il choisit le français pour s'exprimer. Il est surtout connu pour son livre : *Meursault, contre-enquête* dans lequel il nomme Moussa « l'arabe » sans nom assassiné de *l'Etranger* et se fait, en tant que narrateur de fiction, son frère. Il lui restitue donc une identité. Son admiration pour Camus qui se traduit dans son style, n'empêche pas une critique radicale du Camus politique. Ses prises de position critique sur l'Islam lui valent une fatwa en 2014. En janvier 2016, après les viols collectifs de Cologne, il publie un article dans *le Monde* dans lequel il déclare que l'islamisme est la cause principale du « rapport malade à la femme, au corps et au désir, dans le monde arabe ». Il est alors l'objet d'une attaque d'un collectif

d'intellectuels qui dénonce son islamophobie. Il déclare alors renoncer à son métier de journalisme.

Le plus reconnu des trois est évidemment Albert Camus, en tant qu'écrivain mais aussi pour ses prises de position sur la guerre d'Algérie. On sait qu'il s'est prononcé très tôt pour que justice soit rendue aux « Indigènes » maltraités, placés en situation d'infériorité et d'inégalité par la colonisation. Il souhaitait une solution au conflit qui leur donne l'égalité citoyenne dans le cadre d'un fédéralisme associant l'Algérie à la France, ce qui signifie qu'il refusait l'idée d'une nation algérienne. Et toute la question est là. C'est à ce titre qu'il dénonçait la violence et le terrorisme comme moyen d'action pour obtenir l'indépendance et qu'il a refusé jusqu'à sa mort l'idée que la minorité des Européens puissent vivre dans une Algérie gouvernée par des Algériens. Déchiré entre ses deux appartenances, il se sentait étranger dans son pays natal et en France. On célèbre son humanisme en France, mais pas en Algérie.

Ce déchirement est un peu celui de Jean Amrouche bien que d'une autre nature. Il se revendique Algérien mais aussi Kabyle. En Kabylie, la famille vit dans la misère. Son père obtient un poste de fonctionnaire en Tunisie grâce aux Pères blancs. Jean Amrouche est de culture et de langue française, mais il est étranger en son pays parce que catholique. Jamais il ne renie ses origines et il connaît intimement la situation de ses compatriotes. Très tôt, il sait que l'idée d'une Algérie franco-algérienne est illusoire et c'est à ce propos que Camus rompra ses liens d'amitié avec lui, comme il rompra avec Sartre et bien d'autres.

Les deux invoqueront le mythe de Caïn et d'Abel. Pour Camus, Caïn est le premier « révolté » celui qui refuse l'injustice. Pour Amrouche, Caïn est victime d'une injustice divine telle qu'il a le droit de se faire justice. Il y a là plus qu'une nuance.

Chacun des trois pose, à sa manière, la question de l'écart entre l'identité individuelle et l'identité nationale.

Je voudrais maintenant faire référence à Pierre Darmon, historien, dont le livre « Un siècle de passions algériennes » m'a beaucoup éclairé. A travers une analyse fouillée de ce que fut la colonisation si particulière de l'Algérie, Darmon montre la complexité d'une population faite de plusieurs sociétés complexes et de leurs rapports : les « indigènes », les « pieds noirs » composites et les juifs composés de berbères convertis et de sépharades andalous. En 1955, mon prof de philo, algérien de Blida me disait, au retour d'un séjour rapide en Algérie : « Il n'y

a pas de réconciliation possible. La fracture est trop profonde ». La lecture de ces *passions algériennes* explique pourquoi. Les pieds noirs n'étaient pas tous des colons. Certains étaient pauvres. La volonté de faire de l'Algérie une colonie de peuplement avait conduit des Français très divers à tenter de s'installer en Algérie : des militaires, des communards, des aventuriers spéculateurs, des petits fonctionnaires, puis des « Européens » d'Espagne, d'Italie, de Malte. Les Corses ont largement servi dans l'encadrement colonial militaire et administratif. Mais la condition humaine des « Européens » et des « indigènes » n'étaient pas la même. Darmon signale que, lors de la grande famine accompagnée d'épidémies de 1866 à 1870, un tiers de la population algérienne est morte mais aucun européen n'est mort de faim. Cela ne signifie pas que tous les nouveaux habitants vivaient bien mais que les indigènes vivaient d'une autre façon. La domination coloniale était à la fois institutionnelle et une réalité vécue au jour le jour. La citoyenneté a été refusée jusqu'au bout par la « France » et par la majorité politique des « Européens ». Jean Amrouche parle à ce propos de l'anti-France, non en l'appliquant à ceux qui étaient pour l'indépendance de l'Algérie comme le faisait la droite et l'extrême-droite, mais en l'appliquant aux colonialistes et à ceux qui refusaient toute idée d'égalité avec les Algériens et donc le droit à la citoyenneté. C'est à cette aune qu'il convient de mesurer les effets des décrets Crémieux qui, distinguaient parmi les « indigènes », les juifs « indigènes » à qui on accordait la citoyenneté et les autres « indigènes ». En revanche les Décrets Crémieux ont provoqué une vague d'antisémitisme en Algérie et en France chez les Européens. Drumont a été élu député d'Alger en 1898. L'extrême-droite antisémite est restée très puissante en Algérie jusqu'à l'OAS. La nationalité française a d'ailleurs été retirée aux juifs d'Algérie par le régime de Vichy, ce qui montre à quel point la nationalité juridique est chose fragile. La société coloniale était fragmentée. La méthode qui consiste à diviser les composantes de la population pour maintenir une domination se vérifie encore. Pour revenir à Camus, et à sa lecture par Kamel Daoud, « les Algériens » sont inexistantes dans l'œuvre de Camus. Ils sont des « étrangers ». Dans *l'Etranger*, il n'y a que des français (à l'asile où meurt sa mère, à l'enterrement, les amis de Meursault, les gendarmes et les personnels de justice lors de son procès sont tous français). De même, dans « *le Premier homme* », une autobiographie romancée publiée par sa fille après sa mort accidentelle, on ne voit que des « arabes » conducteurs de charrette ou de tram, ou des foules anonymes. Ses « copains » sont tous des français. Kamel Daoud a mis le doigt sur cette invisibilité éclatante des Algériens.

La conscience nationale algérienne n'est pas née d'emblée. Elle s'est forgée selon un processus lent et compliqué qui n'a pas mobilisé tout le monde en même temps. La nation algérienne est née de la prise de conscience progressive de l'injustice exercée à l'encontre des « indigènes » et d'un destin commun qui ne pouvait réunir que les « indigènes », compte tenu du sentiment d'appartenance qui unissait les autres à la France coloniale. Encore faut-il dire que cette conscience nationale algérienne n'était pas unanime.

Nelson Mandela a certainement retenu les leçons de l'indépendance de l'Algérie.

2. La question des aspects positifs et négatifs de la colonisation et de la décolonisation

Elle est inséparable des processus de l'indépendance politique des différents Etats. Pour ce qui concerne les pays du Maghreb, la première phase a été celle d'une déstabilisation administrative, sociale, politique et économique.

Le départ massif des « Européens » a eu des conséquences économiques gravissimes (industries, artisanat, commerce, banques). Le départ des administrations coloniales a laissé un vide qu'il a fallu combler avec les moyens du bord.

L'Etat colonial n'est pas l'Etat-nation même si les nationalismes nés de la colonisation ont construit des Etats-nations apparents. Le passage de l'indépendance à la construction de nouveaux Etats a été partout difficile avec des dictatures militaires, des régimes oligarchiques, des instabilités politiques marqués par des coups d'Etat successifs, orchestrés souvent de l'extérieur. La reconstruction étatique a été lente et difficile. La question de la démocratie ne s'est posée que récemment. On peut citer le Maroc d'Hassan II, l'Algérie de Boumediene, la Libye de Kadhafi, L'Egypte de Nasser, le Liban et ses guerres civiles, la Syrie des Asad, l'Irak de Saddam Hussein, la Jordanie, L'Iran de Mossadegh, puis du Chah, puis de Khomeiny.

Les tentatives de développement sur des bases nationales se sont toutes heurtées à l'hostilité des puissances occidentales (nationalisation des compagnies pétrolières, guerre du Suez après la nationalisation du Canal). L'interdépendance entre le nord et le sud, entre l'est et l'ouest de la Méditerranée est une réalité issue de la période coloniale mais elle est restée très largement une dépendance. Aujourd'hui elle est celle des rapports des Etats du Maghreb et du Machrek avec l'Europe qui impose des accords de libre-échange avantageux pour les pays les plus puissants et qui contraint les pays à n'exporter que les services des call-centers ou à offrir des sites de maquiladoras à bas coût de main d'œuvre aux investisseurs européens.

La question des aspects positifs et négatifs de la colonisation a été réglée par le retrait de la loi de 2005 pour ce qui concerne l'enseignement mais pas sur le fond. La colonisation est un fait historique. La question de savoir si elle a eu des aspects positifs est typiquement franco-française et elle est d'ordre moral. La France doit-elle se repentir d'avoir colonisé un empire ? Quelle France ? Elle ne se pose pas dans les anciens pays colonisés.

J'étais au Maroc avec des Tunisiens et des Algériens lorsque Saddam Hussein a été exécuté par pendaison. Si, en Irak, des Chiites ont pu se féliciter de cette fin, je peux dire que, ailleurs, la réaction a été unanime. Celle d'une justice injuste dictée par les Etats-Unis et l'« Occident ». Ceux qui pensent que la colonisation a entraîné des « bienfaits » sont les Européens et leurs descendants idéologiques. L'idée d'un bilan entre les voies ferrées, les routes, les écoles, la santé et l'administration française d'un côté, les massacres, le travail forcé, l'accaparement des meilleures terres, les guerres d'indépendance, la croissance démographique, de l'autre, ne peuvent être que du côté d'une certaine France, « l'antifrance » de Jean Amrouche, celle qui a justifié la colonisation au nom de sa mission civilisatrice. La question est celle de la facilité avec laquelle cette idéologie s'est transmise et propagée.

Pour preuve, quelques questions de vocabulaire : Ce sont les colons français qui, pour parler des « indigènes » qui ne pouvaient pas être considérés comme citoyens dans leur pays, les ont nommés « les arabes » ou les « musulmans », voire d'autres qualificatifs méprisants. Or, comme on le sait les arabes sont une minorité en Afrique du Nord, de la Tunisie au Maroc, peuplés d'une majorité de berbères. On oublie seulement que l'arabe est la langue du coran et que les populations islamisées du Maroc à l'Afrique subsaharienne, de l'Occident à l'Extrême-Orient utilise l'arabe, soit un arabe dialectal, soit un arabe dit classique qui est issu de la langue de la religion. Quant à définir un peuple par la religion dominante, c'est en principe contraire à la Constitution. Or, que ce soit dans les médias ou dans les cafés du commerce, ce vocabulaire est spontanément utilisé. Et si l'on examine la façon dont on parle des immigrés et de leur descendance, c'est en permanence avec le vocabulaire issu de la colonisation.

La France n'a pas digéré la guerre d'Algérie pas plus que la colonisation.

Ce n'est pas qu'une question de vocabulaire. La discrimination de fait dont sont victimes les immigrés et les « Français issus de l'immigration » est la marque de la faillite du système d'intégration de la République. Egaux en droit parce que citoyens nés en France, ces populations ne bénéficient pas de l'égalité sociale, économique et culturelle. Le

communautarisme est issu de cette discrimination dont la conscience s'amplifie. Jean Amrouche disait que lorsque les Algériens arrivaient en France ils sentaient souffler un vent d'égalité et de liberté, ce qui n'était pas le cas en Algérie. Mais les générations suivantes qui auraient dû se sentir Français se sont sentis rejetés parce que discriminés. Ils n'étaient pas Céfrancs à part entière, y compris les harkis. L'humiliation est à la fois individuelle/familiale et mémorielle. Elle est d'autant plus forte que l'égalité en droit est proclamée et d'autant plus forte que la nationalité devrait conférer l'égalité. La question de l'identité se greffe sur la discrimination pour des tas de raisons et la question religieuse s'est emparée partiellement des nouvelles générations. D'autant que de l'autre côté, le communautarisme s'est aussi emparé de l'anti-France. La question de l'identité de la « France » est symptomatique de cette réaction. Ce communautarisme « patrouillotique » comme disait Rimbaud, a engendré un racisme multiforme dont a profité le lepénisme. Rappelons que la pratique religieuse et que les comportements démographiques tendaient à l'égalité jusque dans les années 1990. C'est dans ce contexte qu'ont surgi les questions du voile. Ceux qui prétendent que la République a donné l'égalité des chances et mettent sur le compte de la religion le rejet de la France, se trompent lourdement.

Tout cela favorise les amalgames de tout bord alors qu'il s'agit précisément d'être clair. Arabe, Islam, islamisme, islamo fascisme, musulman, salafisme, djihadiste, tout est confondu. Or, précisément, il y a lieu de distinguer et de ne pas confondre (cf. Zemmour). Oui, on trouve tout dans le Coran des appels à la guerre sainte et des appels à la paix, des appels à la haine et des appels à la tolérance. Le problème est que le texte du Coran ne se comprend que dans son contexte mais que, considéré comme émanant d'une révélation divine, il est considéré comme intangible et divin par le fondamentalisme. Un exemple : la question de l'Etat s'est posé dans des termes différents en Europe et dans les pays arabo-musulmans où le pouvoir a reposé longtemps et jusqu'à aujourd'hui sur la structure tribale. L'Etat-nation est une création de la colonisation avec parfois des formes caricaturales comme en Afrique subsaharienne. Or, la loi est censée être d'essence religieuse et tirée du Coran. Ce sont les Oulémas de Fès qui adoubent le Sultan, monarque de droit divin. Parler de laïcité dans ces conditions n'a pas grand sens, d'autant qu'il n'y a pas de clergé dans l'islam. Cela revient à dire que tant que la liberté d'interprétation du Coran ne sera pas admise, ce qui suppose un aggiornamento de l'islam, les fondamentalismes auront beau jeu. Par ailleurs, la diversité de l'islam est extrême, bien au-delà de l'opposition sunnites-Chiites. Il y a toujours eu des réformistes dans l'islam et

il y en a encore mais ils sont combattus et parfois durement par les fondamentalistes. Parmi eux, il faut dire un mot du salafisme qui dans sa forme non-quiétiste est un « salafascisme ». Je rappelle que le royaume d'Arabie Saoudite est né de la conquête progressive de l'Arabie par un chef de tribu de la famille Saoud allié avec le courant salafiste wahhabite. La prise de pouvoir en 1932, après la découverte du pétrole, a été appuyée par les Etats-Unis. Depuis, l'alliance avec les Etats-Unis s'est consolidée, de même qu'avec la France, lors des deux guerres du Golfe. Or, il est avéré que l'Arabie saoudite (ainsi que le Qatar) applique la charia à la lettre, qu'elle a détruit 90% des vestiges historiques et les lieux de culte réputés saints - (la Kaaba a échappé de justesse), qu'elle a financé les Talibans en Afghanistan, Al Qaida, Daesch, les partis salafistes (Ennahda) en Tunisie, les groupes djihadistes en Lybie, et les imams salafistes un peu partout en Europe. La France est l'alliée des deux pays : le pragmatisme de la politique étrangère se mesure au nombre des Rafales vendus. Cela n'excuse pas le terrorisme mais il faut expliquer quelle situation conduit au terrorisme. Le terrorisme aveugle qui s'attaque aux populations civiles est condamnable partout, mais il faut aussi condamner le terrorisme d'Etat.

3. La Méditerranée est traversée de part en part par les séquelles de la colonisation et au-delà, l'Afrique toute entière.

Ce que les Etats-Unis appellent le Grand Moyen Orient est dans un état épouvantable après un siècle de colonisation, de décolonisation, d'exploitation pétrolière, d'interventions armées. Le conflit israélo-palestinien gangrène la région depuis ¾ de siècle. Il va de soi que la responsabilité des Etats-Unis (de même que celle de la France) est entière. Si les Etats-Unis l'avaient voulu, une solution aurait pu être trouvée depuis longtemps. Les deux guerres du Golfe de 91 et 2003, puis l'intervention en Libye ont achevé le processus de décomposition territoriale. La guerre civile en Syrie, Daesch, Al Khaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Bokoharam en Afrique en sont issus directement.

Les révolutions « arabes » ont fait naître un espoir de renouveau, mais le seul pays à s'en être sorti pour le moment est la Tunisie mais elle connaît des difficultés économiques et sociales qui ne laissent pas beaucoup d'espoir. Le parti Ennahda a certes été battu aux dernières élections mais la menace perdure.

Les Etats-Unis et la France sont directement impliquée dans ces situations ainsi que les grandes institutions internationales.

Aujourd'hui, la région de l'ancienne AOF et de l'ancienne AEF est la région la plus déshéritée du monde. Tous ces pays sont parmi les derniers dans le classement IDH, y compris la Côte d'Ivoire. La crise démographique est telle que, même avec une croissance de 4% par an, la pauvreté ne recule pas car le croît démographique est encore de l'ordre de 3% par an.

On a coutume d'expliquer cet état de fait par des causes extérieures et des causes intérieures. A égalité. Les Etats seraient autant responsables que les effets de la colonisation et du néocolonialisme ultérieur. Et on accuse la corruption, la mauvaise gestion des gouvernements oligarchiques et dictatoriaux. C'est oublier un peu vite que la France ou les pays occidentaux ont tout fait pour faire capoter les tentatives de développement autocentré ou les tentatives de fédéralisme ou tout simplement les tentatives d'Indépendance. Defferre s'est appuyé sur Houphouët Boigny pour s'opposer à Senghor partisan d'une fédération de l'Afrique de l'Ouest, La CIA et les Belges ont assassiné Lumumba ; Sankara a été assassiné sur ordre ou avec la complicité de la France. Le soutien aux dictatures ou aux régimes corrompus n'a jamais cessé. Bongho, Houphouët, Mobutu, Bokassa, Hissene Habré et, lors des révolutions « arabes » : Ben Ali, Moubarak, le Roi du Maroc, etc.

A tout cela s'ajoute, depuis les années 1980, la politique de la Banque mondiale et des Institutions internationales dont l'OMC et le FMI, qui imposent une politique ultralibérale aux Etats du monde entier. D'abord ce fut les Plans d'ajustements structurels qui, sous couvert d'orthodoxie financière et de réduction de la dette, imposèrent une politique de réduction des dépenses des Etats, l'ouverture du commerce au libre-échange, la privatisation des embryons d'industries locales (coton ou cacao). On peut dire qu'il s'est produit un délitement des Etats dans leurs fonctions régaliennes et dans les services publics (Santé, Ecoles, Sécurité). Les ONG se sont substituées aux carences de l'Etat. La charité est devenue la solution à la pauvreté et à la faillite des Etats. L'agriculture vivrière a été délaissée au profit de l'importation de céréales venant des Etats-Unis ou de l'Europe, parfois gratuite (PAM : Programme alimentaire mondial). Le blé ou le riz se substituent au mil contribuant à la baisse des prix des produits locaux.

En plus, rien n'a été fait concernant la politique démographique. Les Institutions internationales n'ont jamais placé cette question centrale dans leurs injonctions, bien au contraire. Le développement n'est plus un objectif, remplacé par la lutte contre la pauvreté.

L'autosuffisance alimentaire s'est transformée en « Sécurité alimentaire » ce qui n'est pas la même chose. La loi des avantages comparatifs est devenue le dogme du libéralisme, mais on sait depuis longtemps que le libre échange profite aux pays riches et non aux pays pauvres. Le résultat est celui qu'on connaît : des pays exsangues, non maîtres de leur territoire, la moitié de la population qui vit avec 1 ou 2 dollars par jour, l'analphabétisme n'est combattu que dans le cadre des objectifs du Millenium qui ne sont pas atteints mais les statistiques s'améliorent grâce aux classes paillotes (100 enfants sans chaise, sans cahier et sans maître, sous une paillote).

Cela n'enlève rien aux responsabilités des chefs d'Etat et des régimes en place à condition de les placer en position seconde.

Ce n'est pas parce qu'ils ont menti lors de la Guerre d'Irak que George Bush et Tony Blair devraient être traduits devant le Tribunal international comme certains le demandent, mais ils devraient l'être, ainsi que la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, pour la politique menée depuis trente ans dans les ex-pays colonisés.